

IV.—*Mouvement intellectuel chez les Canadiens-français depuis 1900.*

Par l'honorable PASCAL POIRIER.

(Lu le 19 mai 1903.)

Il est décidément plus aisé de faire un règlement que de le suivre.

Les statuts de notre Société prescrivent au président de chaque section "de préparer pour la réunion annuelle un discours sur les matières relevant de sa section", et je constate que bien peu d'entre ceux qui m'ont précédé ont satisfait à cette obligation de leur charge.

Je ne dis pas ceci pour trouver en faute les présidents de la section française: je constate seulement que nous ne portons peut-être pas un intérêt suffisant à notre Société Royale.

Notre action sur les écrivains de notre pays est nulle, ou à peu près; nous ne donnons aucune orientation aux lettres canadiennes; comme corps réputé d'élite, nous ne dirigeons en aucune façon le mouvement intellectuel canadien. L'âme canadienne flotte à côté de nous, sans être sollicitée par le faible sillage que nous traçons.

Ne vous semble-t-il pas, messieurs, que le marquis de Lorne, en fondant la Société Royale; que notre gouvernement, en la dotant, aient eu la pensée de faire autre chose qu'une synagogue stérile? N'avons-nous pas un rôle à remplir dans le drame intense qui se joue, au Canada, entre les différentes races, et dont le dénouement final sera la disparition de la nationalité française, ou la fondation d'une France nouvelle en Amérique ?

Comme Français, comme catholiques, notre place est parmi les Latins. Notre mission évidente sur ce continent est d'y répandre les arts, la haute culture intellectuelle, la civilisation, l'âme splendide de la France. Il faut que nous tenions haut, en Amérique, le flambeau dont la Gaule, depuis Charlemagne, a illuminé l'Europe. Notre place est au premier rang, en plein soleil, en pleine lumière. Relégués au second, nous périrons. Être les premiers, au Canada, ou cesser d'être, telle est notre inéluctable destinée.

Or le nombre nous échappe. La majorité numérique n'est plus à nous. Nous formons bien encore aujourd'hui le tiers de la population totale du Canada; mais au train où nous arrive l'immigration mondiale, nous n'en serons pas le quart dans vingt ans, et le cinquième dans quarante ans.

Déjà nous avons à peu près perdu le Manitoba, où nous devrions être, où il nous eut été possible de rester, la majorité.

Les Acadiens se maintiennent à grande peine, dans les provinces maritimes, livrés qu'ils sont à une hiérarchie hostile et contrariés par